



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 26 JUIN 2020

mettant en demeure la société GDE METALIFER, de respecter
des prescriptions relatives à la protection de l'environnement pour ses installations
situées 3A Route du Rohrschollen à 67100 STRASBOURG

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement et notamment son article L 171-8 I ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2017 complétant et modifiant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter les installations de la société GDE METALIFER, situées 3A Route du Rohrschollen à STRASBOURG – mise en conformité suivant l'article R 515-82 du code de l'environnement ;
- VU le rapport du 08 juin 2020 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la visite d'inspection du 26 mai 2020 a mis en évidence la non-conformité suivante à la prescription de l'article rappelé entre crochets de l'arrêté préfectoral susvisé :

- L'exploitant ne propose aucune surveillance des retombées [article 6-1 de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2017] ;

CONSIDÉRANT les termes de l'article L 171-8 du code de l'environnement qui dispose qu' : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société GDE METALIFER, pour ses installations situées 3a route du Rohrschollen à STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la prescription de l'article 6-1 de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2017, reprise ci-après en gras souligné :

« 6-1 :

La première année de surveillance des rejets suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant fait réaliser quatre mesures annuelles des paramètres suivants dans les rejets atmosphériques du broyeur :

- composés organiques volatils non méthaniques
- poussières totales
- dioxines et furannes
- hydrocarbures aromatiques polycycliques
- polychlorobiphényles "Dioxine Like"
- polychlorobiphényles "Non Dioxine Like"
- PBDE (retardateurs de flamme polybromés) [...]

Sur la base des résultats de ces contrôles, l'exploitant propose, au regard des incidences environnementales évaluées par ses soins, au regard des émissions mesurées et au regard des performances des meilleures techniques disponibles de traitement et de limitation des rejets, [...] une surveillance [...] de leurs retombées. »

Article 2 :

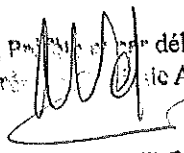
Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'Inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au Maire de la Ville de Strasbourg.

La Préfète,

Pour la Préfète, par délégation
La Secrétaire Adjointe

Nana IDIRI

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – 67 070 Strasbourg Cedex) ou sur le site www.telerecours.fr, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.